



ELOHI

Peuples indigènes et environnement

2 | 2012

Les peuples indigènes face au reste du monde

Présentation

Laurence Machet, Lionel Larré et Antoine Ventura



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/elohi/446>

DOI : 10.4000/elohi.446

ISSN : 2268-5243

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2012

Pagination : 6-9

ISBN : 978-2-86781-865-3

ISSN : 2431-8175

Référence électronique

Laurence Machet, Lionel Larré et Antoine Ventura, « Présentation », *ELOHI* [En ligne], 2 | 2012, mis en ligne le 01 juillet 2013, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/elohi/446> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/elohi.446>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© PUB-CLIMAS

Présentation

Laurence Machet, Lionel Larré et Antoine Ventura

- 1 Comme nous l'avons écrit dans la préface du premier numéro d'*Elohi*, quiconque, et non seulement les peuples communément appelés « indigènes » (avec toutes les connotations péjoratives et primitivistes dont ce terme est souvent chargé), peut être indigène d'un endroit, d'un lieu que l'on considère essentiel à son identité. Les moments de crise sont parfois des moments de cristallisation d'un sentiment d'indigénéité, révélateurs de ce sentiment aux yeux de l'observateur extérieur autant que de celui qui se trouve animé par ce sentiment.
- 2 Un tel moment semble avoir eu lieu récemment à Notre-Dame-des-Landes, dans l'ouest de la France, où des paysans locaux ont occupé un terrain où doit s'ériger un nouvel aéroport international. Ces paysans « indigènes », qui défendent la terre à laquelle ils appartiennent autant qu'elle est leur, ont reçu, dans leur résistance, l'appui de militants écologistes venus des quatre coins du pays. Malgré les nombreuses différences qui séparent les deux groupes d'opposants au projet d'aéroport, ils ont semblé comprendre qu'ils pouvaient faire cause commune pour un temps au moins, alors qu'ils se confrontaient à la logique mondialiste de ce qu'Aldo Leopold avait appelé en son temps « l'usage économique » de la terre, au détriment de « l'usage social ».
- 3 Ce genre de collaborations aux airs parfois « contre-nature », pour reprendre le terme de Marie-Claude Strigler dans sa contribution à ce numéro d'*Elohi*, ainsi que la perte des intérêts locaux dans la vague des intérêts mondialistes qui semble parfois rendre ces alliances nécessaires, mais également les conflits qu'occasionnent parfois les différences entre les peuples indigènes et les organisations environnementalistes, sont les sujets explorés dans les pages qui suivent.
- 4 Dans un monde de plus en plus mondialisé, il semble que les peuples indigènes qui vivent sur leurs terres ancestrales ont de plus en plus de mal à les protéger, ainsi que les ressources qu'elles contiennent, de l'avidité des exploitants non-indigènes. Au Brésil, dans le Mato Grosso, les Guarani sont menacés d'éviction et se battent contre les planteurs de canne à sucre et de soja. Ils ont présenté une pétition au gouvernement brésilien pour lui demander d'être tués et enterrés sur leur terre plutôt que d'être expropriés une fois de plus (Leroy Cerqueira). En Équateur, les Kichwa de Sarayaku se

battent depuis dix ans contre un projet d'exploitation pétrolière qui détruirait leur habitat (Amnesty International).

- 5 Parfois, pourtant, les acteurs mondialistes sont des organisations écologistes qui peuvent se trouver en porte-à-faux par rapport aux exploitations indigènes des ressources naturelles.
- 6 La situation est rarement aussi manichéenne, cependant, et peut être même d'une grande complexité lorsque les Indigènes eux-mêmes se conforment, ou semblent se réapproprier, les clichés d'écologistes nés que leurs imposent les colonisateurs, puisque dans les termes de Fabienne Bayet, une intellectuelle militante aborigène australienne, les perspectives adoptées par certains environmentalistes non-indigènes sont « un prolongement du paternalisme et du colonialisme » des premiers contacts et des premières versions du « Noble Sauvage ».
- 7 Ce numéro d'*Elohi* explore la manière dont les peuples indigènes manient une épée à double tranchant, lorsqu'ils essaient d'atteindre un difficile équilibre entre développement économique et protection d'un environnement souvent sacralisé mais contenant des ressources précieuses, tout en travaillant parfois aux côtés d'écologistes non-indigènes et en « recyclant » le stéréotype de l'Indigène écolo.
- 8 Dans le premier article, Andrew Fisher montre comment les Indiens, les écologistes non-indiens, les otaries et les saumons jouent tous des rôles antagonistes dans un casse-tête dont les enjeux sont la survie du saumon dans la rivière Columbia et les moyens de le protéger. Le saumon réintroduit peut-il provenir d'alevinières, comme le concèdent certains Indiens, ou seul le saumon sauvage est-il envisageable, comme le veulent les écologistes non-indigènes ? Selon Fisher, le cas de la protection du saumon contre les otaries gloutonnes fournit une loupe à travers laquelle peuvent être examinées les relations parfois tendues entre les Indiens et les écologistes aux États-Unis.
- 9 Dans un autre cas de figure, Marie-Claude Strigler se concentre sur le riz sauvage des Anishinaabeg (ou Chippewa, ou Ojibway) du Minnesota, que ces derniers cultivent selon des pratiques traditionnelles et sacrées. Dans une économie mondiale où, paradoxalement, un nombre croissant de consommateurs sont sensibles aux arguments marketing mettant en valeur une production « bio », le riz sauvage anishinaabe subit la concurrence du riz sauvage industriel commercialisé à grand renfort d'imagerie amérindienne mais pourtant produit loin des eaux naturelles et sacrées de ce que les Anishinaabeg appellent *Manoowin*. Selon eux, l'existence même de *Manoowin* sur ses propres terres est également menacée par l'industrie minière (cuivre, fer) qui pourrait détruire son environnement naturel (par la contamination de l'eau). Face à cette dernière concurrence, les Indiens voient des groupes écologistes se battre à leurs côtés.
- 10 Gonzalo Bustamante poursuit cette exploration des rapports entre peuples indigènes et organisations écologistes en s'intéressant aux Mapuche du Chili à travers trois cas de conflits d'intérêts entre communautés autochtones et pouvoir économique et politique, concernant des projets de développement industriel. Dans cette étude, Bustamante part de l'idée que le territoire est un ethno-territoire, c'est-à-dire une construction culturelle complexe (alliant plusieurs dimensions, symbolique, territoriale et environnementale). À ce titre, ce que construisent les Indigènes et les militants environmentalistes peut parfois diverger, malgré l'existence d'objectifs communs, et

ce sont ces points de convergence et de divergence que les trois situations de conflit étudiées permettent d'illustrer.

- 11 Dans son article, Lindsey Claire Smith déconstruit l'imagerie indienne utilisée à des fins commerciales par des compagnies censées être écologiquement responsables. Ce qui était un aspect parmi d'autres abordés par Strigler est, ici, au cœur d'une étude centrée, notamment, sur la chaîne de supermarchés Whole Foods. Smith montre non seulement comment la corde sensible des consommateurs est stimulée en présentant à ces derniers des produits organiques, naturels, locaux et sans OGM, mais également que tout cela ne bénéficie en aucune façon aux peuples indigènes qui, la plupart du temps, n'ont même pas accès à ces produits.
- 12 Susanne Berthier-Foglar étudie le cas du Mont Taylor, au Nouveau Mexique, considéré comme lieu sacré par les tribus amérindiennes locales et où l'uranium fut exploité pendant des années, laissant la montagne souillée, littéralement et symboliquement. Berthier-Foglar montre à quel point peut se compliquer la dichotomie stéréotypée entre « l'Indien écologiste » et « l'Homme Blanc non écologiste » lorsque les tribus elles-mêmes ont des positions divergentes sur la question de l'exploitation minière, que certains voient comme une opportunité économique bienvenue dans des communautés dévastées par le chômage. Dans le cas du Mont Taylor, les choses se compliquent davantage encore car, comme l'écrit Berthier-Foglar, la notion même de qui est indigène et qui ne l'est pas n'est pas toujours très claire : les Hispaniques revendiquent leur indigénéité avec autant de véhémence que les Navajo, les Acoma ou les Hopi.
- 13 Avec Thomas Burelli, nous quittons en partie l'Amérique pour les territoires morcelés de l'outre-mer français, où les peuples indigènes sont confrontés à un autre type de dépossession, moins tangible mais tout aussi fondamentale que s'il s'agissait d'expropriation territoriale : leurs savoirs ancestraux sur les ressources médicinales et génétiques locales attirent de plus en plus une recherche en biotechnologie tout aussi mondialisée que les autres productions économiques. Burelli explore les moyens judiciaires à disposition des peuples indigènes qui essaient de garder le contrôle de ces savoirs, ainsi que les pouvoirs et responsabilités qu'ils ont dans la gestion de ces ressources.
- 14 À grand renfort d'outils mondialistes et de réseaux sociaux, les peuples indigènes résistent : après une série de pétitions en ligne, l'éviction des Guarani a récemment été suspendue par le gouvernement brésilien ; et les Kichwa de Sarayaku ont plaidé leur cause devant la Cour interaméricaine et ont remporté la victoire face à la compagnie qui prévoyait de forer leurs terres à la recherche de pétrole. Ces victoires fragiles et peut-être transitoires, ne devraient pas faire oublier le fait que les savoirs, ressources et terres indigènes sont menacés, comme le montrent les articles de ce deuxième numéro d'*Elohi*.

BIBLIOGRAPHIE

Bayet, Fabienne. "Overturning the Doctrine. Indigenous People and Wilderness—Being Aboriginal in the Environmental Movement." *Social Alternatives* 13.2 (July 1994): 27-32.

"Ecuador: Inter-American Court ruling marks key victory for Indigenous Peoples". Amnesty International. 27/07/2012. <http://www.amnesty.nl/nieuwsportaal/pers/ecuador-inter-american-court-ruling-marks-key-victory-indigenous-peoples>. Consulté le 7 octobre 2015.

Leopold, Aldo. "Wilderness as a Form of Land Use." *The Journal of Land & Public Utility Economics* 1.4 (Oct. 1925): 398-404.

Leroy Cerqueira, Emmanuelle (traduction Ines Pereira). « Brésil : La justice suspend l'expulsion des Guarani-Kaiowá de Pyelito Kue ». ICRA International. 20/11/2012. <http://www.icrainternational.org/actualites/962> (11/02/2013).

AUTEURS

LAURENCE MACHET

Université Bordeaux Montaigne

LIONEL LARRÉ

Université Bordeaux Montaigne

ANTOINE VENTURA

Université Bordeaux Montaigne